

Le gaz algérien : une ressource stratégique

L'ALGÉRIE est le seul pays maghrébin qui possède avec le gaz une ressource vraiment stratégique pour les pays de la Communauté économique européenne. C'est aussi l'État qui a mené la politique la plus nationaliste en matière économique depuis son indépendance : jusqu'à la fin des années quatre-vingt, la politique algérienne excluait toute idée de sociétés mixtes (*joint-ventures*) avec ses compagnies étrangères. L'Algérie dépend pour ces recettes extérieures, et ce quasi exclusivement, de ses ventes d'hydrocarbures, parmi lesquelles le gaz et les produits dérivés qui sont de plus en plus demandés en Europe.

Le gaz naturel est une matière première de plus en plus recherchée tant pour des raisons d'environnement que d'efficacité, notamment pour ce qui est de la production d'électricité. Le refus de pays tels que l'Italie, la Belgique et l'Espagne de recourir au nucléaire ne pourra que renforcer le rôle du gaz dans les années à venir. Les deux grands fournisseurs non européens de la Communauté européenne sont actuellement la Russie et l'Algérie. La Russie, dont le territoire recèle les plus importantes réserves de gaz naturel au monde, fournit un cinquième des besoins en gaz de l'Europe occidentale. L'Algérie avec des réserves de 3.300 milliards de mètres cubes, soit un quinzième du chiffre russe, fait figure de producteur modeste. Néanmoins, pour les pays de la rive nord de la Méditerranée, c'est le fournisseur par excellence.

La décision prise par la compagnie d'État italienne EMEL, en octobre dernier, de signer un contrat d'achat de gaz sur vingt ans avec la compagnie algérienne qui détient le monopole du pétrole et du gaz, la Sonatrach, a renforcé la position de l'Italie comme premier acheteur du gaz algérien. L'accord porte sur la livraison de 4 milliards de mètres cubes de gaz chaque année à partir de 1995.

Ce contrat est d'autant plus intéressant que le gaz servira pour la production d'électricité, une utilisation qui requiert du fournisseur des conditions d'accès particulièrement souples. Ce contrat confirme que la Sonatrach a considérablement modifié son attitude depuis 1988 et prend conscience des avantages que peut retirer l'Algérie d'une politique de coopération avec les compagnies pétrolières internationales. La nouvelle loi sur les hydrocarbures votée en décembre 1991 à Alger offre en effet, et pour la première fois, des conditions intéressantes aux compagnies étrangères qui, cherchant du pétrole, découvrent du gaz. Le résultat a été la signature de toute une série d'accords avec des compagnies qui ont fait leur entrée pour la première fois sur le marché algérien. Occidental Petroleum, Total, Arco, Mobil, Phillips Petroleum, British Petroleum, Cepsa, Agip et Repsol ont déjà signé des accords d'exploration. L'incertitude politique qui règne actuellement en Algérie n'empêche nullement les organisations de « crédit export » des grandes puissances occidentales d'accorder du crédit pour tout ce qui a trait au développement des ressources en pétrole et en gaz. Les unités de liquéfaction d'Arzew et de Skikkda sont en cours de modernisation grâce à un prêt de 1,2 milliard de dollars consenti par les États-Unis, le Japon et la France. Les travaux de doublement de gazoduc qui achemine le gaz vers l'Italie seront achevés cet été et le financement du gazoduc, qui doit être construit entre l'Algérie et l'Espagne, devrait être annoncé avant la fin de l'hiver.

Un autre aspect de la nouvelle loi est qu'elle offre aux compagnies qui le désirent la possibilité de participer aux efforts d'amélioration du taux de recouvrement du pétrole dans les puits existants. Ce taux était tombé à moins de 20 % des réserves récupérables il y a quatre ans du fait de la très mauvaise gestion du secteur hydrocarbures à l'époque du ministère de M. Belkacem Nabi, entre 1979 et 1988. La Sonatrach a aujourd'hui changé son fusil d'épaule, après plus de vingt-cinq ans d'une politique extrêmement nationaliste qui lui a fait perdre le bénéfice d'apports technologiques de pointe pour lesquels une collaboration avec les grandes sociétés internationales est indispensable.

Pour l'heure, la demande internationale de gaz algérien est plus importante que la capacité de la Sonatrach à fournir ce gaz. Réhabiliter les installations d'Arzew et de Skikkda, si tant est que cela puisse se faire au coût affiché, rendrait la Sonatrach plus crédible sur le plan international. Cela lui permettrait d'augmenter sa capacité d'exportation à un prix nettement inférieur, sans doute de l'ordre des deux tiers, à celui de concurrents éventuels qui doivent construire de nouvelles unités de liquéfaction. Le pari de la Sonatrach est néanmoins loin d'être gagné ; la rénovation des installations est en train d'être menée à bien par les compagnies qui ont construit ces unités pendant les années 1970. En outre, les travaux de dou-

blement du gazoduc transméditerranéen qui transporte le gaz algérien en Italie sont en bonne voie et permettront, en 1996, le passage de 24 milliards au lieu des 16 milliards de mètres cubes actuellement transportables. L'Espagne, de son côté, s'est récemment engagée à maintenir son niveau actuel d'achat de gaz liquéfié après l'entrée en service du gazoduc ouest dont la capacité de transport vers l'Espagne sera de 6-7 milliards de mètres cubes par an. D'autres clients, la Turquie et la Grèce notamment, ont signé des accords en vue de l'achat de gaz algérien à partir de 1995. Le marché américain pour sa part paraît nettement moins porteur, du moins en l'état actuel des choses.

Un autre domaine reste très prometteur sous réserve d'une capacité des Algériens à faire preuve de souplesse et d'intelligence dans leurs négociations avec les étrangers, d'une part, et d'une stabilisation de la situation politique de l'Algérie d'autre part. Il s'agit de sociétés mixtes pour le développement de produits associés au gaz tels l'hélium, de nouvelles usines de gaz-pétrole liquide. Le potentiel est là, encore fort mal exploité. L'avenir dira si la conjoncture politique et économique interne à l'Algérie, sans parler de sa capacité à gérer les rapports avec les sociétés étrangères de manière souple, permettront d'assurer un futur brillant. Ce qui n'est aucunement en doute, c'est que les difficultés actuelles rencontrées par la Russie pour ce qui est de l'exportation de son gaz devraient permettre à l'Algérie d'augmenter sa part du gâteau gazier européen. Mais en aura-t-elle les moyens et la capacité ?

Francis Ghiles

Correspondant pour l'Afrique du Nord au « Financial Times »